

**No. 29219**

---

**FRANCE  
and  
DJIBOUTI**

**Extradition Convention. Signed at Djibouti on 27 September  
1986**

*Authentic text: French.*

*Registered by France on 16 November 1992.*

---

**FRANCE  
et  
DJIBOUTI**

**Convention d'extradition. Signée à Djibouti le 27 septembre  
1986**

*Texte authentique : français.*

*Enregistrée par la France le 16 novembre 1992.*

CONVENTION D'EXTRADITION<sup>1</sup> ENTRE LE GOUVERNEMENT  
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT  
DE LA RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI

---

Le Gouvernement de la République française et

Le Gouvernement de la République de Djibouti,

Désireux d'assurer une coopération plus efficace entre leurs Etats en vue de la répression de la criminalité,

Souhaitant à cette fin régler d'un commun accord leurs relations en matière d'extradition,

Sont convenus des dispositions suivantes :

*Article 1*

Les deux Etats s'engagent à se livrer réciproquement, selon les dispositions de la présente Convention, toute personne qui, se trouvant sur le territoire de l'un des deux Etats, est poursuivie pour une infraction ou recherchée aux fins d'exécution d'une peine par les autorités de l'autre Etat.

*Article 2*

L'extradition est accordée :

a) Pour le ou les faits qui, aux termes des législations des deux Etats, constituent des crimes ou des délits punis par ces législations d'une peine privative de liberté d'au moins deux ans ou, sous réserve des dispositions de l'article 8, d'une peine plus sévère, à la condition que cette dernière soit prévue dans l'échelle des peines de chacun des deux Etats;

b) Pour les condamnations prononcées par les tribunaux de l'Etat requérant, à raison des infractions visées à l'alinéa précédent, à une peine privative de liberté d'au moins quatre mois ou, sous réserve des dispositions de l'article 8, à une peine plus sévère à la condition que cette dernière soit prévue dans l'échelle des peines de chacun des deux Etats.

*Article 3*

Si la demande d'extradition vise plusieurs faits distincts punis chacun par les législations des deux Etats, mais dont certains ne remplissent pas les conditions prévues par l'article 2, l'Etat requis pourra également accorder l'extradition pour ces faits.

---

<sup>1</sup> Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1992, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de réception de la dernière des notifications (des 12 janvier 1988 et 3 juin 1992) par lesquelles les Parties contractantes s'étaient informées de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises, conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 23.

#### Article 4

L'extradition ne sera pas accordée :

1) Lorsque l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par l'Etat requis comme une infraction politique ou comme un fait connexe à une telle infraction;

2) Lorsque l'Etat requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinion politique ou que la situation de cette personne risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons;

3) Lorsque la personne réclamée serait jugée dans l'Etat requérant par un tribunal n'assurant pas les garanties fondamentales de procédure et de protection des droits de la défense ou par un tribunal institué pour son cas particulier ou lorsque l'extradition est demandée pour l'exécution d'une peine infligée par un tel tribunal;

4) Lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée consiste uniquement dans la violation d'obligations militaires;

5) Lorsque la personne réclamée a fait l'objet d'un jugement définitif de condamnation ou d'acquiescement dans l'Etat requis pour l'infraction ou les infractions à raison desquelles l'extradition est demandée;

6) Lorsque la prescription de l'action publique ou de la peine est acquise d'après la législation de l'Etat requérant ou de l'Etat requis;

7) Lorsque l'infraction a été amnistiée, soit dans l'Etat requérant, soit dans l'Etat requis à la condition que, dans ce dernier cas, l'Etat requis ait été compétent pour exercer la poursuite pénale conformément à sa loi interne;

8) Lorsque l'infraction pour laquelle la personne est réclamée a été commise en tout ou en partie sur le territoire de l'Etat requis ou en tout autre lieu soumis à la compétence juridictionnelle de cet Etat.

#### Article 5

L'extradition sera également refusée si la personne réclamée a la nationalité de l'Etat requis. La qualité de national s'apprécie à la date des faits pour lesquels l'extradition est demandée.

Si la demande d'extradition est refusée uniquement parce que la personne réclamée est ressortissante de l'Etat requis, celui-ci devra sur la demande de l'Etat requérant, soumettre l'affaire à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale.

#### Article 6

En ce qui concerne les infractions en matière de taxes ou d'impôts, de douane ou de change, l'extradition pourra être accordée dans les conditions prévues par la présente Convention s'il en a été ainsi décidé, par simple échange de lettres, entre les deux Gouvernements dans chaque cas particulier.

### *Article 7*

L'extradition pourra être refusée :

1) Si l'infraction a été commise hors du territoire de l'Etat requérant par un étranger à cet Etat et que la législation de l'Etat requis n'autorise pas la poursuite de la même infraction commise hors de son territoire par un étranger;

2) Si la personne réclamée fait l'objet de la part de l'Etat requis de poursuites pour l'infraction à raison de laquelle l'extradition est demandée ou si les autorités judiciaires de l'Etat requis ont selon les procédures conformes à la législation de cet Etat, décidé de mettre fin aux poursuites qu'elles ont exercées pour la même infraction;

3) Si la personne réclamée a fait l'objet d'un jugement définitif de condamnation ou d'acquiescement dans un Etat tiers pour l'infraction ou les infractions à raison desquelles l'extradition est demandée.

### *Article 8*

L'extradition pourra être également refusée si l'infraction considérée n'est punie de la peine capitale que par la législation de l'Etat requérant.

### *Article 9*

La présente Convention ne fait pas obstacle à ce qu'un des deux Etats puisse refuser l'extradition pour des considérations humanitaires, si la remise de la personne réclamée est susceptible d'avoir pour elle des conséquences d'une gravité exceptionnelle, notamment en raison de son âge, de son état de santé ou de tout autre motif d'ordre personnel.

### *Article 10*

La demande d'extradition et toutes correspondances ultérieures sont transmises par la voie diplomatique.

### *Article 11*

La demande d'extradition doit être formulée par écrit et accompagnée :

1) De l'original ou l'expédition authentique, soit d'une décision de condamnation exécutoire, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, délivré dans les formes prescrites par la loi de l'Etat requérant;

2) D'un exposé des faits pour lesquels l'extradition est demandée. Le temps et le lieu de leur perpétration, leur qualification légale et les références aux dispositions légales qui leur sont applicables seront indiqués le plus exactement possible;

3) D'une copie des dispositions légales applicables et lorsque l'infraction a été commise hors du territoire de l'Etat requérant, d'une copie des dispositions légales attribuant compétence à l'Etat requérant;

4) Du signalement aussi précis que possible de la personne réclamée et de tous autres renseignements de nature à déterminer son identité, sa nationalité et sa localisation.

### *Article 12*

Si les informations communiquées par l'Etat requérant se révèlent insuffisantes pour permettre à l'Etat requis de prendre une décision en application de la présente

Convention, ce dernier Etat demandera le complément d'informations nécessaire et pourra fixer un délai pour l'obtention de ces informations.

#### *Article 13*

1. En cas d'urgence, les autorités compétentes de l'Etat requérant pourront demander l'arrestation provisoire de la personne recherchée. Les autorités compétentes de l'Etat requis statueront sur cette demande conformément à la loi de cet Etat.

2. La demande d'arrestation provisoire indiquera l'existence d'une des pièces prévues au paragraphe 1 de l'article 11 et fera part de l'intention d'envoyer une demande d'extradition; elle mentionnera l'infraction pour laquelle l'extradition sera demandée, le temps, le lieu et les circonstances de sa commission ainsi que, dans la mesure du possible, le signalement et la localisation de la personne recherchée.

3. La demande d'arrestation provisoire sera transmise aux autorités compétentes de l'Etat requis, soit par la voie diplomatique, soit directement par la voie postale ou télégraphique, ou par télex, soit par l'Organisation internationale de Police criminelle (Interpol). L'autorité requérante sera informée sans délai de la suite donnée à sa demande.

4. L'arrestation provisoire pourra prendre fin si, dans le délai de vingt jours après l'arrestation, l'Etat requis n'a pas été saisi de la demande d'extradition et des pièces mentionnées à l'article 11; elle ne devra en aucun cas excéder quarante jours après l'arrestation. Toutefois, la mise en liberté provisoire de la personne réclamée est possible à tout moment, sauf pour l'Etat requis à prendre toute mesure qu'il estimera nécessaire en vue d'éviter la fuite de cette personne.

5. La mise en liberté ne fait pas obstacle à une nouvelle arrestation et à l'extradition si la demande d'extradition parvient ultérieurement.

#### *Article 14*

Si l'extradition est demandée concurremment par plusieurs Etats, soit pour le même fait, soit pour des faits différents, l'Etat requis statuera compte tenu de toutes circonstances et notamment de la gravité relative et du lieu des infractions, des dates respectives des demandes, de la nationalité de la personne réclamée et de la possibilité d'une extradition ultérieure à un autre Etat.

#### *Article 15*

1. L'Etat requis fera connaître à l'Etat requérant sa décision sur l'extradition.

2. Tout rejet complet ou partiel sera motivé.

3. En cas d'acceptation, l'Etat requérant sera informé du lieu et de la date de remise, ainsi que la durée de la détention subie par la personne réclamée en vue de son extradition.

4. Sous réserve du cas prévu au paragraphe 5 du présent article, si la personne réclamée n'a pas été prise en charge à la date fixée, elle pourra être remise en liberté à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de cette date et elle sera en tout cas mise en liberté à l'expiration d'un délai de trente jours. La personne mise en liberté ne pourra plus être réclamée pour les mêmes faits.

5. En cas de force majeure empêchant la remise ou la réception de la personne à extrader, l'Etat intéressé en informera l'autre Etat; les deux Etats se mettront

d'accord sur une nouvelle date de la remise et les dispositions du paragraphe 4 du présent article seront applicables.

#### *Article 16*

L'Etat requis peut, en informant l'Etat requérant de sa décision, ajourner la remise de la personne réclamée, afin de la poursuivre en justice ou de lui faire purger une peine pour une infraction autre que celle faisant l'objet de la demande d'extradition.

#### *Article 17*

1. La personne qui aura été livrée ne sera ni poursuivie, ni jugée, ni détenue en vue de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté, ni soumise à toute autre restriction de sa liberté individuelle, pour un fait quelconque antérieur à la remise, autre que celui ayant motivé l'extradition, sauf dans les cas suivants :

a) Lorsque l'Etat qui l'a livrée y consent. Une demande sera présentée à cet effet, accompagnée des pièces prévues à l'article 11 et d'un procès-verbal judiciaire consignait les déclarations de l'extradé. Ce consentement ne sera donné que lorsque l'infraction pour laquelle il est demandé entraîne elle-même l'obligation d'extrader aux termes de la présente Convention;

b) Lorsqu'ayant eu la possibilité de le faire, la personne extradée n'a pas quitté dans les soixante jours qui suivent son élargissement définitif, le territoire de l'Etat auquel elle a été livrée ou si elle y est retournée après l'avoir quitté.

2. Toutefois l'Etat requérant pourra prendre les mesures nécessaires en vue, d'une part, d'un renvoi éventuel du territoire, d'autre part, d'une interruption de la prescription conformément à sa législation.

3. Lorsque la qualification légale d'une infraction pour laquelle une personne a été extradée est modifiée, cette personne ne sera poursuivie ou jugée que si l'infraction nouvellement qualifiée

a) Peut donner lieu à extradition en vertu de la présente Convention et

b) Vise les mêmes faits que l'infraction pour laquelle l'extradition a été accordée.

#### *Article 18*

1. A la demande de l'Etat requérant, l'Etat requis saisira et remettra, dans la mesure permise par sa législation, les objets :

a) Qui peuvent servir de pièces à conviction, ou

b) Qui, provenant de l'infraction, auraient été trouvés au moment de l'arrestation en la possession de la personne réclamée ou seraient découverts ultérieurement.

2. La remise des objets visés au paragraphe 1 du présent article sera effectuée même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de l'évasion de la personne réclamée.

3. Lorsque lesdits objets seront susceptibles de saisie ou de confiscation sur le territoire de l'Etat requis, ce dernier pourra, aux fins d'une procédure pénale en cours, les garder temporairement ou les remettre sous condition de restitution.

4. Sont toutefois réservés les droits que l'Etat requis ou des tiers auraient acquis sur ces objets. Si de tels droits existent, les objets seront, le procès terminé, restitués le plus tôt possible et sans frais à l'Etat requis.

#### *Article 19*

L'Etat contractant à qui une personne a été livrée en vertu de la présente Convention ne peut la livrer à un Etat tiers sans le consentement de l'autre Etat, sauf dans les cas visés à l'article 17 paragraphe 1 *b*. L'Etat requis pourra exiger la production des pièces prévues par l'article 11.

#### *Article 20*

1. Le transit à travers le territoire de l'un des deux Etats sera accordé sur demande adressée par la voie prévue à l'article 10 à la condition qu'il ne s'agisse pas d'une infraction considérée par l'Etat requis du transit comme revêtant un caractère politique ou purement militaire au sens de l'article 4 de la présente Convention.

2. Le transit pourra être refusé dans tous les autres cas de refus d'extradition.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 *a* du présent article, la production des pièces prévues à l'article 11 sera nécessaire.

4. Dans le cas où la voie aérienne sera utilisée, il sera fait application des dispositions suivantes :

*a*) Lorsqu'aucun atterrissage ne sera prévu, l'Etat requérant avertira l'Etat dont le territoire sera survolé et attestera l'existence d'une des pièces prévues au paragraphe 1 de l'article 11. Dans le cas d'atterrissage fortuit, cette notification produira les effets de la demande d'arrestation provisoire visée à l'article 13 et l'Etat requérant adressera une demande régulière de transit;

*b*) Lorsqu'un atterrissage sera prévu, l'Etat requérant adressera une demande régulière de transit.

#### *Article 21*

La législation de l'Etat requis est seule applicable aux procédures d'arrestation provisoire, d'extradition et de transit.

#### *Article 22*

A l'exclusion des frais de transfèrement et des frais occasionnés par le transit, lesquels incombent à l'Etat requérant, les frais résultant de l'extradition demeurent à la charge de l'Etat sur le territoire duquel ces frais ont été engagés.

#### *Article 23*

1. Chacun des deux Etats contractants notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les notifications constatant l'accomplissement de ces procédures seront échangées aussitôt que faire se pourra.

2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de la réception de la dernière de ces notifications.

3. Chacun des deux Etats pourra à tout moment dénoncer la présente Convention en adressant par la voie diplomatique une notification de dénonciation; la dénonciation prendra effet un an après la date de réception de ladite notification.

EN FOI DE QUOI, les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés, ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

FAIT à Djibouti, le 27 septembre 1986 en double exemplaire, en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République française :

[*Signé — Signed*]<sup>1</sup>

Pour le Gouvernement  
de la République de Djibouti :

[*Signé — Signed*]<sup>2</sup>

---

---

<sup>1</sup> Signé par Robert Thomas — Signed by Robert Thomas.

<sup>2</sup> Signé par Moumin Bahdon Farah — Signed by Moumin Bahdon Farah.



[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXTRADITION CONVENTION<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT  
OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF  
THE REPUBLIC OF DJIBOUTI

The Government of the French Republic and  
The Government of the Republic of Djibouti,

Desiring to ensure more effective cooperation between their States with a view  
to combating crime,

Desiring for this purpose to regulate, by mutual agreement, their relations in the  
field of extradition,

Have agreed as follows:

*Article 1*

The two States undertake to surrender to each other, in accordance with the  
provisions of this Convention, any person in the territory of either State who is being  
proceeded against by the authorities of the other State in respect of an offence or  
who is wanted by the said authorities for the carrying out of a sentence.

*Article 2*

Extradition shall be granted:

(a) In respect of an act or acts which, under the laws of the two States, consti-  
tute a criminal or correctional offence punishable under those laws by a penalty  
entailing deprivation of liberty for at least two years or, subject to the provisions of  
article 8, by a more severe penalty, on condition that the latter is provided for in the  
scale of penalties of each State;

(b) In respect of sentences imposed by the courts of the requesting State, for  
acts referred to in the preceding subparagraph, entailing deprivation of liberty for at  
least four months or, subject to the provisions of article 8, a more severe penalty, on  
condition that the latter is provided for in the scale of penalties of each State.

*Article 3*

Where the extradition request applies to several separate acts, each of which is  
punishable under the laws of the two States but some of which do not meet the  
criteria set out in article 2, the requested State may also agree to extradition in  
respect of such acts.

<sup>1</sup> Came into force on 1 August 1992, i.e., the first day of the second month following the date of receipt of the last of the notifications (of 12 January 1988 and 3 June 1992) by which the Contracting Parties had informed each other of the completion of the required constitutional procedures, in accordance with article 23 (1) and (2).

#### *Article 4*

Extradition shall not be granted:

- (1) If the offence in respect of which it is requested is regarded by the requested State as a political offence or as an act connected with a political offence;
- (2) If the requested State has substantial grounds for believing that a request for extradition has been made for the purpose of prosecuting or punishing a person on account of his race, religion, nationality or political opinion or that that person's position may be prejudiced for any of these reasons;
- (3) If the person claimed is likely to be tried in the requesting State by a court that does not offer fundamental procedural guarantees and guarantees of protection of the rights of the defence, or by a court established specifically to try his case, or if extradition is requested for the execution of a sentence imposed by such a court;
- (4) If the offence in respect of which extradition is requested consists solely of a violation of military obligations;
- (5) If a final judgement of conviction or acquittal has been passed in the requested State upon the person claimed, in respect of the offence or offences for which extradition is requested;
- (6) If, according to the law of the requesting State or the requested State, the person claimed has become immune from prosecution or punishment by reason of lapse of time;
- (7) If amnesty has been granted in respect of the offence, either in the requesting State or in the requested State, provided that, in the latter instance, the requested State was competent according to its domestic law to institute criminal proceedings;
- (8) If the offence in respect of which the person is claimed was committed entirely or partly in the territory of the requested State or in any other place subject to the jurisdiction of that State.

#### *Article 5*

Extradition shall also be refused if the person claimed is a national of the requested State. Nationality shall be determined as at the date on which the acts for which extradition is requested were committed.

If a request for extradition is refused solely because the person claimed is a national of the requested State, the latter shall, at the request of the requesting State, call upon its competent authorities to institute criminal proceedings.

#### *Article 6*

Extradition may be granted, under the conditions laid down in this Convention, for offences relating to taxes, duties, customs and foreign exchange, when so decided by a simple exchange of letters between the two Governments in each specific case.

#### *Article 7*

Extradition may be refused:

- (1) If the offence was committed outside the territory of the requesting State by a person not a national of that State, where the law of the requested State does

not allow prosecution for the same offence when committed outside its territory by an alien;

(2) If the person claimed is the subject of proceedings in the requested State in respect of the offence for which extradition is requested or if the judicial authorities of the requested State have decided to terminate the proceedings brought by them in respect of that offence, in accordance with procedures consistent with the law of that State;

(3) If a final judgement of conviction or acquittal has been passed in a third State in respect of the offence or offences for which extradition is requested.

#### *Article 8*

Extradition also may be refused if the offence concerned is punishable by death under the law of only the requesting State.

#### *Article 9*

This Convention shall not prevent either State from refusing extradition on humanitarian grounds, if the surrender of the person claimed is likely to have very serious consequences for that person, particularly in view of his age, state of health or any other personal reason.

#### *Article 10*

The request for extradition and all subsequent correspondence shall be communicated through the diplomatic channel.

#### *Article 11*

The request for extradition shall be made in writing and shall be accompanied by:

(1) The original or an authenticated copy either of the final sentence or of the warrant of arrest or any other order having the same effect, issued in accordance with the procedure laid down by the law of the requesting State;

(2) A statement of the circumstances of the offence for which extradition is requested. The time and place at which it was committed, the legal description and references to the relevant legal provisions shall be set out as accurately as possible;

(3) A copy of the relevant legal provisions and, where the offence was committed outside the territory of the requesting State, a copy of the legal provisions establishing the competence of the requesting State;

(4) As precise a description as possible of the person claimed and any other information which may serve to establish his identity, nationality and whereabouts.

#### *Article 12*

If the information communicated by the requesting State is found to be insufficient to allow the requested State to make a decision in pursuance of this Convention, the latter State shall request the necessary supplementary information and may fix a time-limit for the receipt of such information.

### Article 13

1. In an emergency, the competent authorities of the requesting State may request the provisional arrest of the person sought. The competent authorities of the requested State shall decide on the request in accordance with the law of that State.

2. The request for provisional arrest shall state that one of the documents mentioned in article 11, paragraph 1, exists and that it is intended to send a request for extradition; it shall also state for what offence extradition is requested, the time, place and circumstances in which it was committed and, to the extent possible, shall give a description and indicate the whereabouts of the person sought.

3. The request for provisional arrest shall be sent to the competent authorities of the requested State, either through the diplomatic channel, directly by post, telegram or telex, or through the International Criminal Police Organization (Interpol). The requesting authority shall be informed without delay of the action taken on its request.

4. Provisional arrest may be terminated if, within a period of 20 days after the arrest, the requested State has not received the request for extradition and the documents mentioned in article 11; in no case shall it extend beyond 40 days following the arrest. However, provisional release may be ordered at any time, but the requested State must take all such measures as it deems necessary to prevent the flight of the person claimed.

5. Such release shall be without prejudice to a new arrest and to extradition if the request for extradition arrives at a later stage.

### Article 14

If extradition is requested simultaneously by several States, either for the same act or for different acts, the requested State shall make its decision giving due regard to all circumstances, in particular to the relative seriousness of the offences and the places where they were committed, the respective dates of the requests, the nationality of the person claimed and the possibility of subsequent extradition to another State.

### Article 15

1. The requested State shall inform the requesting State of its decision with regard to extradition.

2. Reasons shall be given for any complete or partial rejection.

3. If extradition is granted, the requesting State shall be informed of the place and date of the surrender and of the length of time for which the person claimed was detained.

4. Subject to the situation envisaged in paragraph 5 of this article, if the person claimed has not been taken over on the date prescribed, he may be released after a period of 15 days from that date and shall in any event be released after a period of 30 days. The person released may not be claimed again for the same offences.

5. If, owing to *force majeure*, the person claimed cannot be surrendered or taken over, the State concerned shall so inform the other State; the two States shall agree on another date for surrender and the provisions of paragraph 4 of this article shall apply.

### Article 16

The requested State may postpone extradition of the person claimed in order to prosecute him or in order to make him serve a sentence in respect of an offence other than that for which extradition has been requested, and shall so inform the requesting State.

### Article 17

1. The person surrendered may not be the subject of proceedings or be sentenced or be detained for the purpose of serving a sentence or complying with a detention order, or subjected to any other restriction of his personal liberty, in respect of any offence committed prior to his surrender other than that which has given rise to the extradition, except in the following cases:

(a) When the State which surrendered him so consents. To this end, a request shall be submitted, accompanied by the documents referred to in article 11 and by a legal record reproducing any statements by the extradited person. Such consent shall be given only where the offence in respect of which it is requested itself gives rise to an obligation to extradite under this Convention;

(b) When the extradited person, having had the opportunity to leave the territory of the State to which he was surrendered, has not done so within 60 days of his final release or has returned to that territory after leaving it.

2. The requesting State may, however, take the necessary steps for possible expulsion from the territory or for suspension of the time-limit, pursuant to its legislation.

3. If the legal designation of an offence for which a person has been extradited is altered, the person may be prosecuted or tried only if the newly designated offence:

(a) Could be grounds for extradition under this Convention; and

(b) Relates to the same acts as the offence in respect of which extradition was granted.

### Article 18

1. At the request of the requesting State, the requested State shall, to the extent permitted by its legislation, seize and deliver articles:

(a) Which may serve as evidence; or

(b) Which, having been obtained as a result of the commission of the offence, were found in the possession of the person claimed at the time of his arrest or discovered subsequently.

2. The articles referred to in paragraph 1 of this article shall be delivered even if extradition already agreed to cannot be carried out owing to the death or escape of the person claimed.

3. Where such articles are likely to be seized or confiscated in the territory of the requested State, that State may temporarily retain the articles or forward them, on condition that they are returned, if they are necessary for the purpose of criminal proceedings which are in progress.

4. Any rights which the requested State or third parties may have acquired to the said articles shall be reserved. Where such rights exist, the articles shall be

returned without charge to the requested State as soon as possible after the proceedings are concluded.

#### *Article 19*

The Contracting State to which a person has been handed over under this Convention may not hand him over to a third State without the consent of the other State, except in the circumstances referred to in article 17, paragraph 1 (b). The requested State may require that the documents referred to in article 11 be produced.

#### *Article 20*

1. Transit through the territory of either State shall be authorized upon submission of a request in the manner set forth in article 10, provided that the offence is not considered by the State through which transit is requested to be of a political or purely military nature within the meaning of article 4 of this Convention.

2. Transit may be refused in all other situations in which extradition is refused.

3. Subject to the provisions of paragraph 4 (a) of this article, the documents provided for in article 11 must be produced.

4. If air transport is to be used, the following provisions shall apply:

(a) When no intermediate landing is scheduled, the requesting State shall notify the State over whose territory the flight is to be made and shall certify that one of the documents mentioned in article 11, paragraph 1, exists. In the case of an unscheduled landing, such notification shall produce the same effects as the request for provisional arrest referred to in article 13, and the requesting State shall submit a formal request for transit;

(b) When an intermediate landing is scheduled, the requesting State shall submit a formal request for transit.

#### *Article 21*

The procedures of provisional arrest, extradition and transit shall be governed solely by the law of the requested State.

#### *Article 22*

With the exception of the costs of transfer and the costs incurred in connection with transit, which shall be borne by the requesting State, the costs of the extradition shall be borne by the State in whose territory these costs were incurred.

#### *Article 23*

1. Each Contracting State shall notify the other of the completion of the procedures required under its Constitution for the entry into force of this Convention. The notifications indicating that these procedures have been completed shall be exchanged as soon as possible.

2. This Convention shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt of the latter of these notifications.

3. Either State may denounce this Convention at any time by sending notice of denunciation through the diplomatic channel; denunciation shall take effect one year after the date of receipt of such notice.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of the two Governments, duly authorized for this purpose, have signed this Convention and have hereto affixed their seals.

DONE at Djibouti on 27 September 1986, in duplicate in the French language, both texts being equally authentic.

For the Government  
of the French Republic:

[ROBERT THOMAS]

For the Government  
of the Republic of Djibouti:

[MOUMIN BAHDON FARAH]

---

